

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal du Liban

Dossier

N° 146 du 04 au 23.10.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Pakistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_libanais.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libanais.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Avant propos

· Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants .... idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

### Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

Tiré à part :

Berry : je ne céderai pas à la discorde.

1 Lutte pour la libération du territoire

2 Politique

a) Politique Libanaise

b) Israélienne

3 Politique internationale

a) Pays Arabes & voisins

4 Institutions internationales

5 Autres Pays

6 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

6-1 Vidéo : Ahmadinejad au Liban: mensonges et vérité des faits.

7 Les brèves

7-1 Heidar Moslehi: la visite du président iranien au Liban a changé les équations régionales.

7-2 L'unité et la vigilance face aux ennemis sont une nécessité.

7-3 Yediot Aharonot : Hariri est pathétique et va être assassiné comme son père.

7-4 Arrestation d'espions israéliens.

7-5 Coup dur pour le Mossad: 9 collaborateurs arrêtés.

8 Dossier

TSL

8-1 L'assassinat de Rafic Hariri

1 Gilles Munier : Affaire Hariri: le général Jamil Sayyed monte au créneau.

2 Mandats d'arrêt syriens contre des personnalités de haut rang.

3 Le général Sayyed met en garde contre une mise en cause du Hezbollah.

4 Imbroglie juridique des mandats syriens : Sayyed jette de l'huile sur le feu.

5 Leila Mazboudi : Acte d'accusation TSL : nouvel ajournement, le chantage continue...

6 Reconstitution de l'assassinat de Rafic Hariri a eu lieu mardi en France.

7 Ibrahim al-Amin : Un tribunal pour la vérité ou une nouvelle mise sous mandat ?

8-2 Gilles Munier : Liban, nid d'espions israéliens

---

---

Tiré à part :

## Berry : je ne céderai pas à la discorde.

Nabih Berri affirme qu'il " ne céderai pas à la discorde au Liban"

Discorde au Liban" : Israël considère que la discorde est l'opportunité du siècle

Le président de la Chambre Nabih Berri a affirmé dimanche qu'il " ne céderai pas à la discorde au Liban" soulignant qu'« Israël considère que la discorde est l'opportunité du siècle ».

Dans un entretien accordé au quotidien al-Qods al-Arabi, il a également fait remarquer que « les Israéliens sont entrés la première fois au Liban parce que nous étions divisés», d'où la nécessité de prendre garde aux dissensions.

"Les musulmans comptent au Liban deux millions et demi dont 362 mille mariages communs entre sunnites et chiites, d'où la difficulté de semer la discorde dans ce pays" a dit Berri.

Au sujet du tribunal spécial pour le Liban Berri indiqué qu'ils misent sur l'acte d'accusation pour déclencher les affrontements", soulignant que les bonnes relations syro-saoudiennes immunisaient le Liban contre la guerre civile.

Le président Berri s'est en outre étonné de la campagne américaine menée contre la visite du président iranien au Liban.

Faisant remarquer que la crise actuelle est « plus communautaire que confessionnelle», M. Berry a précisé que le problème est « politique par excellence », rappelant au passage les propos du cheikh d'al-Azhar qui avait affirmé que les musulmans « lisent dans un seul Coran ».

Cependant, a poursuivi le président de l'Assemblée, « la solution devrait également émaner des Libanais eux-mêmes (...), car même en présence d'un bouclier de protection pour empêcher la zizanie, la solution doit venir du Liban ».

Au sujet de l'accord de Taëf, il a rappelé que plusieurs de ses clauses n'ont toujours pas été appliquées à ce jour. Et de citer l'établissement du Conseil économique et social, de la commission nationale pour l'élimination du confessionnalisme, du Sénat et de l'élaboration de lois électorales dignes de ce nom.

À la question de savoir ce qu'il fera une fois que l'acte d'accusation paraîtra, il a répondu : « C'est une question que nous adressent les diplomates et c'est l'une des raisons qui créent la tension. Comment ces derniers sont-ils au courant de la teneur de l'acte d'accusation ? Cela ne signifie-t-il pas que le tribunal est politisé ? » s'est-t-il encore demandé.

18/10/2010

<http://www.almanar.com.lb>

---

---

## 1 Lutte pour la libération du territoire

### Les relents de la guerre

#### b) Israël

### Les vedettes israéliennes attaquent...

Le commandement de l'armée libanaise a fait état dimanche soir de l'attaque des vedettes israéliennes contre les côtes libanaises. Selon le communiqué de l'armée libanaise, les vedettes israéliennes ont tiré onze obus sur les côtes libanaises à Naqoureh.

Après l'incursion estival de 2006 d'Israël contre le sud du Liban, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 1701 selon laquelle le cessez-le-feu a été établi. Le régime sioniste négligeant cette résolution viole quasi-quotidiennement les espaces aérien, maritime et terrestre du Liban.

04/10/2010

<http://french.irib.ir>

---

---

## 2 Politique

### a) Libanaise

#### Michel Sleimane & Nasralah

### Les trois stratégies du président Sleimane face à Israël.

Le président Michel Sleimane a insisté sur trois principes, essentiels pour faire face au régime israélien, lors de son entretien avec son homologue iranien, Mahmoud Ahmadinejad à Beyrouth, a rapporté le quotidien As-Safir. Ces trois principes, sont

L'unité nationale,

L'application de la résolution 1701 du CS pour la libération des régions occupées restantes

La promotion des relations entre le Liban et l'Iran,

poursuit le journal qui a rappelé que MM. Sleimane et Ahmadinejad ont évoqué les questions liées à la politique régionale en particulier, la Palestine et l'Irak.

## 2a-3 Sur le terrain

### Explosion au Liban-Nord d'une voiture appartenant à cheikh Moustapha Malas

Une bombe placée sous la voiture de cheikh Moustapha Malas, membre du Rassemblement des ulémas et imam sunnite proche du Hezbollah, a explosé hier à l'aube dans le nord du Liban, à quelques heures de la visite du président iranien Mahmoud Ahmadinejad, a-t-on appris auprès des services de sécurité.

L'explosion n'a pas fait de blessés. « La voiture de cheikh Moustapha Malas, une Volvo, a été complètement brûlée et les vitres de sa maison ont été soufflées », a affirmé un responsable des services de sécurité.

Mardi, l'imam avait critiqué « ceux qui tentent de discréditer la visite du président iranien Mahmoud Ahmadinejad et de lui donner un caractère confessionnel ».

Rappelons par ailleurs que cheikh Malas, imam de la mosquée d'al-Minié, est actuellement interdit de prêcher dans sa localité par les autorités religieuses sunnites, après des protestations d'habitants contre ses discours jugés favorables au Hezbollah.

14/10

[http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/674864/Explosion\\_au\\_Liban-Nord\\_d%27une\\_voiture\\_appartenant\\_a\\_cheikh\\_Moustapha\\_Malas.html](http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/674864/Explosion_au_Liban-Nord_d%27une_voiture_appartenant_a_cheikh_Moustapha_Malas.html)

---

## 2a-4 Des Canons ... pas du beurre

**Berry : je ne céderai pas à la discorde.**

Le président de la Chambre Nabih Berri a affirmé dimanche qu'"il ne céderai pas à la discorde au Liban" soulignant qu'"Israël considère que la discorde est l'opportunité du siècle ».

Dans un entretien accordé au quotidien al-Qods al-Arabi, il a également fait remarquer que « les Israéliens sont entrés la première fois au Liban parce que nous étions divisés », d'où la nécessité de prendre garde aux dissensions.

"Les musulmans comptent au Liban deux millions et demi dont 362 mille mariages communs entre sunnites et chiïtes, d'où la difficulté de semer la discorde dans ce pays" a dit Berri.

Au sujet du tribunal spécial pour le Liban Berri indiqué qu'ils misent sur l'acte d'accusation pour déclencher les affrontements", soulignant que les bonnes relations syro-saoudiennes immunisaient le Liban contre la guerre civile.

Le président Berri s'est en outre étonné de la campagne américaine menée contre la visite du président iranien au Liban.

Faisant remarquer que la crise actuelle est « plus communautaire que confessionnelle », M. Berry a précisé que le problème est « politique par excellence », rappelant au passage les propos du cheikh d'al-Azhar qui avait affirmé que les musulmans « lisent dans un seul Coran ».

Cependant, a poursuivi le président de l'Assemblée, « la solution devrait également émaner des Libanais eux-mêmes (...), car même en présence d'un bouclier de protection pour empêcher la zizanie, la solution doit venir du Liban ».

Au sujet de l'accord de Taëf, il a rappelé que plusieurs de ses clauses n'ont toujours pas été appliquées à ce jour. Et de citer l'établissement du Conseil économique et social, de la commission nationale pour l'élimination du confessionnalisme, du Sénat et de l'élaboration de lois électorales dignes de ce nom.

À la question de savoir ce qu'il fera une fois que l'acte d'accusation paraîtra, il a répondu : « C'est une question que nous adressent les diplomates et c'est l'une des raisons qui créent la tension. Comment ces derniers sont-ils au courant de la teneur de l'acte d'accusation ? Cela ne signifie-t-il pas que le tribunal est politisé ? » s'est-t-il encore demandé.

18/10/2010

[http://www.alterinfo.net/notes/Berry-je-ne-cederai-pas-a-la-discorde\\_b2419879.html?&start=20](http://www.alterinfo.net/notes/Berry-je-ne-cederai-pas-a-la-discorde_b2419879.html?&start=20)

---

## 2a-5 Les grandes manœuvres

**Visite du président syrien en Arabie sur fond de tensions au Liban.**

Le président syrien Bachar al-Assad a effectué dimanche soir une brève visite à Ryad où il s'est entretenu de la conjoncture régionale avec le roi Abdallah d'Arabie saoudite sur fond de tensions au Liban autour du tribunal chargé d'enquêter sur l'assassinat en 2005 de Rafic Hariri.

Les deux chefs d'Etat se sont entretenus sur la base aérienne de Ryad où ils ont évoqué, selon l'agence officielle Spa, "les derniers développements aux plans islamique et arabe et la position des deux pays, en premier lieu sur la question palestinienne".

M. Assad est reparti au terme de l'entretien, a indiqué l'agence sans donner plus de détails sur la teneur de leur entretien, y compris concernant le dossier palestinien, qui marque le pas en raison de la politique de colonisation israélienne en Cisjordanie.

Les deux hommes devaient évoquer aussi l'impasse dans la formation d'un gouvernement en Irak, sept mois après les élections législatives dans ce pays.

Le bras de fer qui oppose le Premier ministre libanais Saad al-Hariri au Hezbollah concernant le Tribunal spécial pour le Liban (TSL), chargé d'enquêter sur l'assassinat de son père, devait figurer en bonne place des entretiens, selon des observateurs.

Le Hezbollah accuse des proches du Premier ministre d'avoir favorisé de faux témoignages pour impliquer la Syrie dans l'assassinat de Rafic Hariri.

Des informations sur une possible mise en cause par le TSL de membres du Hezbollah dans l'assassinat de Rafic Hariri ont suscité des craintes dans la région sur un regain de violences confessionnelles au Liban et l'effondrement du gouvernement d'union nationale.

Ryad, principal soutien régional du Premier ministre libanais, et la Syrie, qui soutient le Hezbollah, allié de l'Iran, sont influents au Liban.

Les relations entre la Syrie et l'Arabie saoudite s'étaient détériorées après l'assassinat de Rafic Hariri, ex-Premier ministre devenu opposant à l'hégémonie de Damas au Liban, tué avec 22 autres personnes dans un attentat à Beyrouth le 14 février 2005. Ces relations se sont ravivées ces deux dernières années.

17 octobre

<http://www.romandie.com/ats/news/101017183657.79ihoqws.asp>

## Le Hezbollah dénonce l'ingérence de Ban Ki-moon dans les affaires libanaises

Le Hezbollah a dénoncé, ce mercredi, l'ingérence du secrétaire général de l'ONU dans les affaires intérieures libanaises, deux jours après que son secrétaire général a exprimé son inquiétude concernant l'existence de milices qui constituent, selon lui, "un défi à la capacité de l'Etat d'exercer sa souveraineté et son contrôle sur son territoire", demandant au Hezbollah de se transformer en "simple parti politique libanais et à se désarmer".

"Le rapport publié par le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon sur la résolution 1559 et rédigé par Terje Roed-Larsen, un employé de l'entité sioniste, représente une ingérence dans les affaires intérieures libanaises, de même que dans les affaires du tribunal international" pour le Liban (TSL), a assuré le Hezbollah dans un communiqué.

"Il semble que Ban Ki-moon n'ait pas remarqué que le Hezbollah, déjà depuis quelque temps, est au coeur de la politique au Liban à travers sa représentation au Parlement et au Conseil des ministres", a souligné le communiqué, avant d'ajouter : "raison pour laquelle il semble qu'il n'est pas au courant du droit de tout les peuples, dont les Libanais, de résister contre l'occupation. Il semble également qu'il n'ait pas trouvé le temps de lire la déclaration du gouvernement du Liban".

Le gouvernement de Saad Hariri a adopté fin 2009 une déclaration de politique générale qui accorde au Hezbollah le droit d'utiliser ses armes contre "Israël".

« Face aux ingérences politiques du secrétaire de l'Onu dans les affaires libanaises, nous avons qu'à lui demander : quelles sont ses positions envers les derniers développements dans notre région, dont entre autres : le crime israélien commis contre la flottille de liberté et les passagers civils à bord, les dizaines de milliers de détenus dans les geôles israéliennes, le blocus contre plus d'un million de Palestiniens à Gaza, la menace d'expulsion de plus d'un million d'autres palestiniens des territoires occupés en 1948, la judaïsation d'AlQuds et la colonisation en Cisjordanie occupée », a conclu le Hezbollah.

20/10/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=158775&language=fr>

---

---

## b) Israélienne

### 2b-4 Les grandes manœuvres...

"La visite de Ahmadinejad au Liban-sud, une provocation.

Israël a apparemment craqué et pourquoi.. pour une visite du président iranien au Liban-sud qui n'a pas encore eu lieu !!

En effet, avant même que le président iranien ne parte au Liban, le régime sioniste est à bout de nerfs, à tel point qu'il exerce des pressions sur les Nations unies et certains Etats occidentaux, pour obtenir leur appui, afin de persuader Beyrouth d'annuler la visite de Mahmoud Ahmadinejad. Selon le quotidien israélien Haaretz, l'entité sioniste a envoyé une lettre au président de la République libanaise le général Michel Souleiman et au Premier ministre Saad Hariri leur demandant de ne pas autoriser la visite du président iranien au Liban, surtout, qu'il compte visiter les régions frontalières entre le Liban et l'entité sioniste.

Toujours selon Haaretz, la lettre aurait été envoyée par le biais de la France et des Etats-Unis, et aussi via le secrétaire général des Nations –Unies.

Selon un responsable haut gradé d'Israël, le ministère des Affaires étrangères et les services de sécurité israéliens s'occupent d'évaluer les mesures sécuritaires à prendre en rapport avec l'imminente visite du président iranien (au Liban).

« Israël prendra son temps, afin de se préparer sur le plan politique et militaire », ajoute ce responsable israélien.

### 3 Politique internationale

#### b) Usa (le parrain)

#### Les grandes manœuvres

#### Abrams : la coalition soutenue par les USA au Liban a perdu...

L'ancien conseiller américain à la Sécurité nationale américaine Elliot Abrams a déclaré que les États-Unis n'ont pas de rôle au sein du jeu libanais à l'heure actuelle, signalant que la coalition qu'ils soutenaient a essuyé des pertes considérables.

Estimant que « le seul moyen de désarmer le Hezbollah est à travers la Syrie », Abrams a toutefois exclu que les Syriens puissent entamer cette démarche vu que l'équilibre des forces penche en faveur de l'Iran ».

« Les forces occidentales et arabes ont vu dans la guerre de juillet 2006 une occasion pour réduire l'hégémonie du Hezbollah. Mais avec la montée du nombre des tués, l'opinion publique internationale s'est élevée contre cette guerre » a-t-il indiqué, au cours d'une discussion organisée autour du livre « Le privilège de mourir », rédigé sur le Hezbollah par le journaliste Tannasses Cambianis .

Et d'ajouter que l'Arabie Saoudite s'est trouvée au Liban face « à deux choix : le premier tant syrien et le deuxième iranien incluant le Hezbollah ; alors elle il a choisi le syrien ».

Le responsable américain juge toutefois « qu'il n'y a aucun choix via les Syriens car ces derniers sont collés à l'Iran qui connaît une montée ces temps-ci ».

« Durant les premières années de l'administration Bush, entre 2001 et 2002, nous avons tenté de prendre le choix syrien ; Powell (le secrétaire aux affaires étrangères) et son adjoint Armitage ont été voir ElAssad et lui ont dit que le Golan lui sera restitué, à condition qu'il renonce à l'Iran ; ElAssad a refusé ceci et le refuse toujours », a signalé Abrams.

Il a révélé que l'une des solutions qui a été suggérées dans le passé est une intervention d'une force américaine au Liban, enchaînant que « ceci n'a pas eu lieu avec Georges Bush et n'aura pas lieu avec Obama non plus ». Selon lui, « l'Iran ne poussera pas le Hezbollah à déclencher une guerre contre Israël », car selon lui, ce dernier est « l'arme de dissuasion iranienne pour continuer le programme nucléaire iranien, et il n'est pas dans l'intérêt de Téhéran de risquer de la perdre, avant de l'avoir accompli ».

Evoquant les services sociaux que le Hezbollah offre, Abrams a estimé que rien ne peut les rivaliser, car leur efficacité est supérieure à celle de l'Etat libanais. Et de conclure : « l'agence américaine pour le développement ne peut rembourser les fonds à la vitesse des organisations, à l'instar du Hezbollah et du Hamas »

04/10/2010

<http://www.almanar.com.lb>

---

#### a) Pays Arabes & voisins

##### Iran

#### Ahmadinejad "Nous ne nous mêlons pas des affaires du Liban et nous ne le ferons pas".

Le Président Mahmoud Ahmadinejad a indiqué que seul le peuple libanais est concerné par la décision du tribunal spécial pour le Liban et qu'il est le seul à prendre position et à juger cette décision. « Nous ne nous mêlons pas dans les affaires locales libanaises, et nous n'allons pas le faire », a-t-il déclaré dans une conférence de presse à Manhattan aux Etats-Unis.

Ahmadinejad a appelé les Libanais à s'unir pour assurer l'indépendance, l'unité et la prospérité de leur pays face aux multiples ennemis, précisant qu'il transmettra un message d'amitié de la nation iranienne à l'Etat et au peuple libanais.

A la question posée par le correspondant du quotidien libanais Annahar sur sa visite attendue au Liban dans trois semaines, le Président de la République Islamique a répondu : « Inchallah j'irai au Liban. L'Iran et le Liban entretiennent de très bonnes relations, des relations fraternelles, et nous soutenons l'unité et le développement du Liban ».

Et d'ajouter : « Le Liban possède plusieurs ennemis parce qu'il fait face aux agressions israéliennes.

Pour la première fois depuis soixante ans, le Liban a infligé une défaite au régime sioniste. Pour cette raison, plusieurs pays sont furieux du Liban et cherchent à le déstabiliser et à mettre en danger son unité et sa prospérité. Mais tous ceux qui se disent être les amis du Liban doivent l'aider à se développer et à préserver sa sécurité »

25/09/2010

<http://www.almanar.com.lb>

## al-Nahar : les discussions entre les deux présidents : qualifié de positives

Le quotidien al-Nahar, citant une source au Palais de Baabda, a qualifié de positives les discussions entre les deux présidents ajoutant que l'Iran a de nouveau apporté son soutien sans faille et sans limite au Liban. Les quotidiens libanais sont unanimes pour qualifier de réussite, la visite du président de la RII au Liban. Les spécialistes et les analystes estiment quant à eux que le voyage de M. Ahmadinejad a même renforcé la solidarité inter-libanaise.

15/10/2010

<http://french.irib.ir>

---

## Syrie

### Assassinat Hariri : mandats d'arrêt en Syrie contre 33 personnalités

La justice syrienne a émis des mandats d'arrêt contre 33 personnalités libanaises, arabes et étrangères après une plainte d'un ex-général libanais contre de "faux témoins" dans l'enquête sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, a indiqué lundi son avocat.

Parmi ces personnalités figurent des proches de Saad Hariri, actuel Premier ministre libanais et fils de Rafic Hariri, accusés par l'ex-général Jamil Sayyed d'avoir "fabriqué" des preuves à partir de faux témoignages dans l'enquête sur l'assassinat survenu le 14 mars 2005 à Beyrouth.

Ces mandats sont "une mesure hostile équivalant à une véritable déclaration de guerre", écrit lundi le quotidien francophone libanais L'Orient Le Jour.

"La seule personne visée, c'est le locataire du Sérail", estime le quotidien proche du Hezbollah chiite, Al-Akhbar, en référence à Saad Hariri.

Mais l'ambassadeur de Syrie à Beyrouth, Ali Abdel Karim Ali, a nié toute motivation politique derrière ces mandats. "Il s'agit d'une affaire purement judiciaire. La question n'est pas liée à la relation entre le Premier ministre Hariri et la Syrie".

M. Sayyed, directeur de la Sûreté générale au Liban du temps de la tutelle syrienne, est l'un des quatre généraux détenus sans charge de 2005 à 2009 dans le cadre de cette enquête.

Après sa libération, il a intenté un procès à Damas contre des personnalités "impliquées dans les faux témoignages". Il avait alors argué que cinq Syriens en faisaient partie et que la justice libanaise et le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) chargé d'enquêter sur l'assassinat, avaient dit ne pas être habilités à se pencher sur l'affaire.

"Le premier juge d'instruction (à Damas) a émis des mandats d'arrêt contre des personnalités libanaises, arabes et étrangères", a déclaré à l'AFP Me Fassih Achi, l'avocat à Damas de M. Sayyed.

Selon un communiqué du bureau de l'ex-général, les "33 mandats d'arrêt ont été émis à l'encontre de juges, officiers, hommes politiques, journalistes et d'autres personnalités libanaises, arabes et étrangères".

L'agence de presse libanaise ANI cite les noms de l'ex-chef de la commission d'enquête de l'ONU, l'Allemand Detlev Mehlis, son adjoint Gerhard Lehman, le procureur général libanais Saïd Mirza, le chef des Forces de sécurité intérieures libanaises Achraf Rifi, l'ex-ministre de la Justice libanais Charles Rizk, le conseiller de Saad Hariri, Hani Hammoud, ainsi que l'ancien vice-président syrien, Abdel Halim Khaddam, devenu opposant en exil.

Selon plusieurs observateurs, les mandats d'arrêt n'ont aucun poids

légal au Liban puisque le crime a été commis en territoire libanais et la plupart des accusés sont de nationalité libanaise.

Le Hezbollah, un allié de Damas et qui soutient M. Sayyed, a dit s'attendre à ce que le TSL l'accuse "injustement" d'implication dans le meurtre. Il réclame que les personnes impliquées dans l'affaire des "faux témoins" soient traduites en justice.

La Syrie, contrainte après l'assassinat de Hariri de retirer ses troupes du Liban après 30 ans de tutelle, avait été montrée du doigt par le camp de Saad Hariri dans ce meurtre. Mais Saad Hariri, dont les relations se sont améliorées avec la Syrie depuis qu'il est devenu Premier ministre fin 2009, a affirmé en septembre avoir commis une "erreur" en accusant Damas.

La Rédaction

4 octobre 2010

<http://www.aloufok.net/spip.php?article2557>,

---

## d) Les institutions

### ONU

#### Ban Ki-moon "très inquiet" par la situation politique au Liban

Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon se déclare "très inquiet" par les tensions politiques qui s'aiguisent au Liban, dans son douzième rapport sur ce pays diffusé lundi.

"Je suis très inquiet par la montée des tensions politiques dans le pays récemment, manifestée notamment par

des déclarations acrimonieuses et des actes de défiance", a-t-il dit.

"Le Liban connaît actuellement un climat d'incertitude et de fragilité", souligne M. Ban. "Il est de ce fait impératif que l'esprit d'entente et de respect pour les principes de la sécurité l'emporte", a-t-il dit.

"Les dirigeants politiques du pays doivent se concentrer sur la souveraineté et l'indépendance de leur pays et de ses institutions", ajoute encore le secrétaire général.

"J'exhorte tous les dirigeants politiques à aller au-delà des intérêts sectaires et individuels et à promouvoir l'avenir et les intérêts de la nation", a-t-il souligné.

Par ailleurs, Ban relève l'existence de milices qui échappent au contrôle du gouvernement et qui constituent "un défi à la capacité de l'Etat d'exercer sa souveraineté et son contrôle sur son territoire".

"Dissoudre et désarmer les milices est d'une importance vitale pour renforcer la souveraineté et l'indépendance politique du Liban", a-t-il estimé.

Le chef de l'ONU demande aux dirigeants du Hezbollah de "compléter la transformation du groupe en un simple parti politique libanais et à désarmer".

Pour ce qui est de la 1559, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a constaté que «plusieurs de ses dispositions ont été appliquées, mais la résolution 1559 attend encore d'être pleinement appliquée ».

« La délimitation de la frontière commune entre le Liban et la Syrie est une tâche qui n'a pas encore été réalisée malgré les vifs encouragements que le Conseil de sécurité avait adressés à ce sujet dans sa résolution 1680, souligne Ban Ki-moon.

Quand aux violations israéliennes quasi-quotidiennes, Ban Ki-moon écrit qu'elles constituent des violations de la souveraineté libanaise et vont à l'encontre des résolutions 1559 et 1701.

Pour ce qui est des activités d'espionnage, il indique que le gouvernement libanais lui a adressé une lettre ainsi qu'au président du Conseil de sécurité au sujet des activités des réseaux d'espionnage dans le pays, qui représentent une agression contre le Liban et sa souveraineté.

Dans ses observations, Ban Ki-moon rappelle que le fonctionnement du gouvernement d'unité nationale est la meilleure garantie pour maintenir le calme et promouvoir le dialogue, conformément aux engagements faits par tous les leaders à Doha en mai 2008.

Ban indique que durant la période en cours, il est resté en contact régulier et étroit avec toutes les parties au Liban, et aussi avec les dirigeants régionaux et internationaux concernés. À toutes ces occasions, il a exprimé le soutien total des Nations unies à la souveraineté, à l'indépendance, et à l'intégrité territoriale du Liban, sans interférence étrangère.

19/10/2010

<http://www.almanar.com.lb>

---

---

## 6 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

### 6-1 Vidéo : Ahmadinejad au Liban: mensonges et vérité des faits.

Meysan

[http://www.dailymotion.com:80/video/xf7qui\\_ahmadinejad-au-liban-mensonges-et-v\\_news](http://www.dailymotion.com:80/video/xf7qui_ahmadinejad-au-liban-mensonges-et-v_news)

---

---

## 7 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

### 7-1 Heidar Moslehi: la visite du président iranien au Liban a changé les équations régionales.

Le ministre iranien de l'Information, Heidar Moslehi, a estimé que la visite du président Mahmoud Ahmadinejad, au Liban a changé les équations de la région.

Souignant l'attachement très particulier des Libanais dans le sud du Liban pour la nation iranienne, le guide suprême et le président iranien, le ministre iranien de l'Information a déclaré qu'ils étaient même fortement inspirés de l'épopée des Iraniens au cours de la période de la Défense sacrée dans leur résistance contre le régime sioniste.

Heidar Moslehi, qui accompagnait le président iranien lors de sa visite de deux jours au Liban, a également noté que la visite du président iranien dans une région si proche de la frontière du régime sioniste pour rendre hommage à la résistance et la bravoure des personnes dans la région a reçu un accueil magnifique et s'apparente à un événement tout à fait sans précédent.

Il a estimé que cette visite a aidé à promouvoir l'unité du Liban et à renforcer la résistance.

Heidar Moslehi a déclaré que cette visite aurait aussi un fort impact sur les équations régionales et constituait un point de départ pour les relations à venir.

16 Octobre

## 7-2 L'unité et la vigilance face aux ennemis sont une nécessité.

Les présidents iranien et libanais ont mis l'accent sur la nécessité du développement des relations de part et d'autre dans tous les domaines et notamment économique. Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad et son homologue libanais Michel Sleimane ont réitéré également le maintien de l'esprit de l'unité, de la solidarité et de la résistance face au régime sioniste et ses protecteurs avant de prôner la vigilance face aux conspirations des ennemis. Ahmadinejad en affirmant que le Liban est le fer de lance du combat contre l'ennemi des nations de la région, a indiqué que les ennemis cherchent à porter atteinte au Liban afin de dominer les nations de la région. De ce fait le soutien des gouvernements et des nations de la région au peuple et à la résistance libanais serait à même à faire échouer les ennemis dans leur visée néfaste. Le président Sleimane a pour sa part tenu à rappeler que les ennemis en semant la discorde font tout pour engendrer des tensions dans la région et notamment au Liban. "Le maintien de l'esprit de l'unité et de la solidarité dans la région est contre la volonté du régime sioniste, d'autant plus que les différents groupes libanais par leur convergence et leur unité sauront régler les problèmes, tout comme le cas où avec ce même esprit, la résistance est sortie victorieuse de la guerre de 33 jours.", a souligné le président Sleimane. Lors de ces différentes rencontres au Liban, le Président Ahmadinejad s'est entretenu avec le Premier ministre Saad Hariri et le président du parlement Nabih Berry des questions intéressants les deux parties.

14 Octobre

[www.alterinfo.net/L-unite-et-la-vigilance-face-aux-ennemis-sont-une-necessite\\_a50780.html](http://www.alterinfo.net/L-unite-et-la-vigilance-face-aux-ennemis-sont-une-necessite_a50780.html)

---

## 7-3 Yediot Aharonot : Hariri est pathétique et va être assassiné comme son père.

Dans un article intitulé « Hariri à une faible personnalité », le quotidien israélien Yediot Aharonot a estimé que le Premier ministre libanais Saad Hariri est « pathétique », contrairement à son père qui était « charismatique ». Toujours selon la même source, Hariri junior donne « l'image de quelqu'un de faible caractère, qui préfère fuir pour aller se réfugier à Paris, ou visiter l'Arabie saoudite toutes les fois que la situation se complique. » « Personne n'a obligé Saad Hariri de devenir un Premier ministre pathétique et sans aucune influence », relève le quotidien.

Cependant le quotidien israélien a prédit que Saad Hariri aura le même sort que son père et finira par être assassiné à l'aide d'une voiture piégée ou par une explosion, « dans les mêmes circonstances et par les mêmes parties ».

Le quotidien conclut en affirmant que « Hariri Junior semble être incompetent dans la position qu'il occupe, ce que démontrent d'ailleurs les efforts qu'il déploie pour rester à côté de ses tuteurs à Washington, Paris, Arabie saoudite et en Égypte . »

13/10/2010

<http://www.almanar.com.lb>

---

## 7-4 Arrestation d'espions israéliens..

Les forces de sécurité libanaises ont arrêté une bande d'espions à profit d'Israël.

Les services de renseignement libanais ont annoncé hier dimanche que l'armée révélera dans un avenir proche les détails de l'arrestation de cette bande avant d'indiquer que les arrestations des espions se poursuivent toujours.

Le Liban a récemment porté plainte contre les activités de 141 espions d'Israël dans différentes régions de ce pays.

Beyrouth a demandé aux instances internationales de suivre minutieusement cette question car les activités des espions israéliens pourraient être un préambule à un nouvel acte d'aventurisme d'Israël te dans la région. Les forces de sécurité libanaises ont arrêté ces derniers mois plus de 100 espions d'Israël.

11/10

<http://french.irib.ir>

---

## 7-5 Coup dur pour le Mossad: 9 collaborateurs arrêtés.

Le commandement de l'armée libanaise a révélé avoir procédé à l'arrestation de 9 collaborateurs libanais travaillant pour le compte d'Israël.

Dans un communiqué, l'armée précise avoir accompli l'interrogatoire de quatre d'entre eux, assurant avoir transféré devant le parquet général militaire à la fin des interrogatoires.

Alors que l'enquête se poursuit pour arrêter d'autres suspects et les traduire en justice.

Selon le quotidien libanais AsSafir, citant des sources judiciaires, le département des renseignements de l'armée a arrêté le 12/8/2010 un Libanais répondant des initiales (A.N.) qui collaborait avec le Mossad israélien depuis 1996.

Selon ses aveux, il a été recruté par l'un de ses proches qui l'a chargé d'espionner les habitants de son village et de recueillir des informations sur les membres de la résistance. En contrepartie, il percevait des rémunérations mensuelles.

Le 30/8/2010, le même département a arrêté l'espion (W.A.) après une longue poursuite, vu qu'il résidait dans un



camp de réfugiés palestiniens. Pour l'instant, le département des renseignements de l'armée n'a pas dévoilé la nature de son action, mais il a précisé que les détails de l'opération seront révélés plus tard.

Selon Assafir, citant des sources palestiniennes, le collaborateur en question recevait des appels téléphoniques d'un portable européen utilisé par le Mossad, qui lui demandait des informations sur le pilote israélien Ron Arad en contrepartie de grosses sommes d'argent.

Le 30/9/2010, le département des renseignements a arrêté (A.A.), soupçonné de collaborer avec l'ennemi et de contacter ses commanditaires par téléphone.

Source : Al Manar TV

Publié le 12 octobre 2010

<http://www.almanar.com.lb/>

---

---

## 8 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

### TSL

#### 8-1 L'assassinat de Rafic Hariri

##### 1 Gilles Munier : Affaire Hariri: le général Jamil Sayyed monte au créneau.

Le général Jamil Sayyed, ancien chef de la Sûreté générale libanaise, a été placé en détention pour «*meurtre par préméditation*», «*tentative de meurtre par préméditation*», et «*perpétration d'actes terroristes*», le 30 août 2005, et emprisonné arbitrairement pendant quatre ans sur ordre de l'Allemand Detlev Mehlis, procureur du *Tribunal spécial pour le Liban (TSL)*.

Ce dernier prétendait détenir contre lui, ainsi que contre trois autres généraux libanais (1), des «*témoignages et des preuves convergentes* » de leur participation présumée à l'attentat dont été victime Rafic Hariri. Il ne disposait, en fait, que de faux témoignages, fabriqués pour les impliquer, ainsi que la Syrie.

##### Complot contre la Syrie

Le procureur canadien Daniel Bellemare les a libérés, le 29 avril 2009, «*faute de preuves suffisamment crédibles* », son prédécesseur le belge Serge Bramertz ayant reconnu manquer de courage pour le faire. Depuis, Jamil Sayyed ne ménage aucun effort pour que la vérité éclate concernant l'assassinat de Rafic Hariri et le complot contre la Syrie. Il a aussitôt porté plainte aux Nations unies et en France contre Detlev Mehlis et son adjoint Gerhard Lehmann qui lui ont demandé, en échange de sa libération, de «*persuader la Syrie d'identifier une victime officielle qui avouerait le crime, puis serait découverte morte des suites d'un suicide ou d'un accident de voiture, après quoi un arrangement serait conclu avec la Syrie* » (2). Sinon... ce serait lui «*la victime* ». Suite à son refus de coopérer, Jamil al-Sayed a été confronté, le 1<sup>er</sup> septembre 2006, à un faux témoin masqué qui l'a accusé d'avoir planifié l'attentat avec le frère du Président Bachar Al-Assad et le directeur des services des renseignements syriens (3). Bien que le «*témoin* » - *Houssam Taher Houssam, coiffeur kurde prétendant appartenir aux services secrets syriens* - se soit rétracté ensuite, que les allégations quasi identiques de Zouheir Siddiq n'aient pas longtemps tenu la route (4), et que Ibrahim Jarjoura ait finalement reconnu que ses déclarations avaient été inspirées par le député Marwan Hamadé, le général est resté en prison.

##### Le projet «*Nouveau Moyen-Orient* » et la «*milice noire* »

Lors d'une conférence de presse, le 30 août 2009, Jamil Sayyed, a désigné Marwan Hamadé (*parlementaire, ancien ministre*), Johnnie Abdo (*ancien ambassadeur à Paris et ancien chef des services de renseignements libanais*), Hani Hammoud et le colonel Wissam al-Hassan (*conseillers de Saad Hariri*), le lieutenant-colonel Samir Chéhadé, Sakr Sakr (*juge*), Saïd Mirza (*procureur général*), Fares Khachan (*journaliste membre du Mouvement du Futur, de Saad Hariri*) et Hassan Sabe, comme faisant partie des personnes ayant encouragé les faux témoins à falsifier l'enquête (5).

Depuis, Saad Hariri s'est excusé patement des propos diffamatoires qu'il avait proférés à l'égard du Président Bachar al-Assad, mais pour le général Sayyed cela ne suffit pas. Le Premier ministre doit aussi présenter ses excuses aux Libanais. Le 1<sup>er</sup> septembre 2010, à Beyrouth, devant un parterre de journalistes, il s'est montré décidé à se faire justice lui-même, si ses droits ne sont pas reconnus. Pour lui, Saad Hariri a «*bradé le sang* » de son père «*en plaçant le pays dans une orbite destructrice... pour le compte du Nouveau Moyen-Orient de George Bush* ». Après les accusations portées contre le *Hezbollah*, a-t-il déclaré, le marchandage proposé au cours d'un tête à tête par Hariri à Hassan Nasrallah ressemble à celui concocté en 2005 par les juges allemands : «*Présentez une victime, sinon ce sera vous* » (6). Jamil Sayyed a redit aux journalistes que le *TSL* doit surseoir à ses activités jusqu'au règlement de l'affaire des faux témoins, et conseillé au procureur Bellemare de démissionner pour sauver sa réputation.

Point n'est besoin d'être expert pour remarquer que la situation au Liban ressemble à celle entretenue en Italie, dans les années 1970-80, par la «*stratégie de la tension* », avec ses assassinats inexplicables, comme celui d'Aldo Moro, dirigeant de la *Démocratie chrétienne*, en 1978. Pour le député Nawwaf Moussawi, membre du *Bloc de la Résistance* (7), il faut mettre un terme aux activités de la «*milice noire* » qui a fabriqué les faux témoins et qui menace la stabilité du Liban (8). Si une sorte de *Loge P2* et de *Gladío* sont à l'œuvre à Beyrouth: qui les démasquera ? Il ne faut pas compter sur le *Tribunal spécial pour le Liban* puisqu'il s'interdit d'enquêter en Israël et aux Etats-Unis.

## Notes :

(1) Les trois autres généraux incarcérés sont : Ali al-Hajj (*directeur des FSI*), Raymond Azar (*directeur des renseignements de l'armée*), et Mustafa Hamdan (*chef de la garde présidentielle*).

(2) Assassinat d'Hariri: La Syrie accuse les premiers enquêteurs de coup monté (*Le Point.fr – 17/9/09*)

<http://www.lepoint.fr/archives/article.php/378283>

(3) Communication adressée par la Commission des droits de l'homme de l'ONU au Gouvernement libanais (27 avril 2007).

<http://www.voltairenet.org/article154760.html>

(4) Affaire Hariri : un dossier monté de toutes pièces par des professionnels, par Ghada Houbalah (30/4/09)

[http://www.alterinfo.net/Affaire-Hariri-un-dossier-monte-de-toutes-pieces-par-des-Professionnels\\_a32080.html](http://www.alterinfo.net/Affaire-Hariri-un-dossier-monte-de-toutes-pieces-par-des-Professionnels_a32080.html)

(5) Jamil Sayyed à Hariri: punis tes alliés qui ont faussé l'enquête (30/8/09).

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=101271&language=fr>

(6) Le TSL doit cesser toute activité en attendant de régler le dossier des faux témoins (*L'Orient-Le Jour - 13/9/10*).

(7) Le Bloc de la Résistance et du développement regroupe le mouvement Amal, le Hezbollah, le Parti nationaliste social syrien, le Parti Baas, les Nasséristes, les Kataëb (*tendance Pakradouni*) et des indépendants. Il dispose de 35 députés au Parlement.

(9) Moussawi : Reconnaître son erreur envers la Syrie devrait l'être aussi avec la Résistance (*L'Orient-Le Jour – 14/9/10*).

G. Munier/X.Jardez

Publié le 16 septembre 2010 avec l'aimable autorisation de Gilles Munier

Source : France Irak

[http://www.france-irak-actualite.com/...](http://www.france-irak-actualite.com/)

---

## 2 Mandats d'arrêt syriens contre des personnalités de haut rang.

Le bureau de l'ancien directeur de la Sûreté, le général Jamil Sayeed, a indiqué avoir été notifié, dimanche, par ses avocats que le premier juge d'instruction de Damas a émis trente-trois mandats d'arrêt par contumace contre des personnalités ayant fourvoyé l'enquête sur l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais, Rafic Hariri. Outre l'ancien chef de la commission d'enquête, Detlev Mehlis, son adjoint, Guehard Lehmann et les faux témoins, les trente-trois mandats d'arrêt concernent notamment, le député Marwan Hamadé, le directeur des FSI, le général Achraf Rifi, le chef de la branche des renseignements des FSI, Wissam Hassan, les anciens juges d'instruction, Sakr Sakr et Élias Eid, le procureur auprès de la Cour de cassation, le juge Saïd Mirza, l'ancien vice-président syrien, Abdel Halim Khaddam, et le journaliste libanais Farès Khachan.

Ces mandats d'arrêt interviennent après expiration du délai judiciaire des notifications envoyées à ces personnes dans le cadre du procès intenté, il y a un an, par M. Sayeed devant la justice syrienne contre les faux témoins et leurs complices ainsi que toute personne que l'enquête désignera.

04/10/2010

<http://french.irib.ir>

---

## 3 Le général Sayyed met en garde contre une mise en cause du Hezbollah.

Le général libanais Jamil Sayyed, à l'origine d'une enquête en Syrie visant 33 personnes pour faux témoignage, a mis en garde, ce mardi, contre "une instabilité politique, sécuritaire" si des membres du Hezbollah étaient accusés dans l'assassinat de l'ex-Premier ministre Hariri.

"Cela changera le Liban, le pouvoir en ce moment est basé sur une entente nationale", a déclaré l'ancien chef de la sûreté libanaise, au quotidien français Libération.

"Le système va s'effondrer de haut en bas et cela conduira à une instabilité politique, sécuritaire, et tout peut arriver", a-t-il ajouté.

Dans cet entretien à Libération, l'ex-général libanais accuse notamment les enquêteurs internationaux sur l'assassinat de Rafic Hariri d'avoir essayé de le convaincre de proposer un "deal" au président syrien Bachar al-Assad. Il met particulièrement en cause Gerhard Lehmann, l'assistant de Detlev Mehlis, premier chef de la commission d'enquête de l'ONU.

"Alors qu'il ne possédait aucune preuve, il m'a dit que Damas était accusé et m'a demandé de proposer un deal au président syrien Bachar al-Assad", a-t-il affirmé. "L'idée était que la Syrie crée un comité de juges syriens, qu'ils enquêtent localement sur l'attentat, et trouvent quelqu'un qui avouerait avoir commis le crime en dehors du régime", a-t-il poursuivi.

"Plus tard, cette personne serait victime d'un accident de la route ou se suiciderait", a encore ajouté M.Sayyed.

Il a en outre affirmé que "dès le départ, la commission d'enquête internationale n'a travaillé que dans une seule direction, la Syrie et les services de sécurité libanais, sans prendre en compte le fait que le crime profitait à l'autre camp : les Etats-Unis, Israël".

Rappelons que Dimanche la justice syrienne a émis des mandats d'arrêt contre 33 personnalités libanaises, arabes et étrangères après une plainte de Jamil Sayyed contre de faux témoins dans l'enquête sur l'assassinat de Rafic Hariri en mars 2005.

Parmi ces personnalités figurent des proches de Saad Hariri, actuel Premier ministre libanais, accusés par Jamil Sayyed d'avoir fabriqué des preuves à partir de faux témoignages.

## 4 Imbroglie juridique des mandats syriens : Sayyed jette de l'huile sur le feu.

**NB** : Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

### La situation

L'actualité politique a continué hier à être dominée par l'affaire des mandats lancés la veille par la Syrie, dans l'affaire des « faux témoins », qui ont créé un véritable imbroglie juridique.

Le Hezbollah continue de son côté à alimenter la tension par des tentatives de pression sur Saad Hariri. Ce dernier, selon les services américains cités par le journal koweïtien « al-Raï », serait en danger de mort, ses adversaires n'étant plus convaincus qu'il va céder aux pressions pour désavouer le TSL.

Curieusement, la justice militaire syrienne a convoqué hier les quatre généraux libanais, Jamil Sayyed, Raymond Azar, Moustapha Hamdane et Ali Hajj, dont elle a écouté les dépositions dans l'affaire des « faux témoins », a rapporté une dépêche AFP. Le parquet syrien, par la voix du premier juge d'instruction militaire, Abdel Razzak Homsy, a affirmé que leurs dépositions ont été recueillies dans l'affaire « des deux faux témoins, Mohammad Zouheir Siddiq et le journaliste libanais Farès Khachan ». Ces dépositions ont été jointes au dossier d'instruction numéro 424.

Les témoignages des quatre généraux ont été recueillis « pour les détails et précisions utiles à l'instruction qu'ils apportent », a affirmé à Damas le premier juge d'instruction militaire, dont les propos sont également cités par l'AFP.

Le bureau de l'ancien directeur de la Sûreté générale, Jamil Sayyed, a opposé, dans un communiqué, un démenti à cette information détaillée de l'AFP. Le communiqué précise que la déposition de l'ancien officier au premier juge d'instruction a été effectuée il y a environ un an.

Par ailleurs, ce bureau a publié une mise au point affirmant que les noms de l'ancien député Bassem el-Sabeh et du magistrat Ralph Riachi ne figurent pas sur la liste des personnalités recherchées par la Syrie.

De son côté, le ministre de la Justice, Ibrahim Najjar, a affirmé hier que « l'État libanais n'a encore accusé réception d'aucun mandat d'arrêt » et que les réactions à cette nouvelle « sont fondées sur des informations de presse et des déclarations ».

Et M. Najjar d'ajouter que de tels dossiers sont exclusivement traités « d'État à État », conformément à une certaine procédure.

« Il ne me revient pas de faire échec aux démarches de l'État syrien, a affirmé M. Najjar. Je ne peux m'ingérer dans des relations d'État à État, pour éviter toute ambiguïté et tout commentaire. »

« En tant que gouvernement, a-t-il ajouté, il nous importe de préserver les bons rapports établis par le président Saad Hariri avec l'État syrien, dans le respect de la souveraineté et du droit ; ces choses sont régies par les accords passés entre les deux pays. Il est du reste beaucoup d'autres aspects du dossier que nous ne rendrons pas publics. »

Et d'ajouter que le dossier des « faux témoins » sera abordé par lui « sans jugements personnels ».

Selon M. Najjar, « il est absolument clair qu'entre moi-même et le ministre de la Justice syrien un débat est nécessaire, selon les règles légales », ajoutant qu'il lui importe de « bâtir sur du positif, pour déboucher sur des solutions, et non sur une impasse ».

Et le ministre de conclure en annonçant qu'il communiquera son rapport sur les faux témoins aujourd'hui, en Conseil des ministres, en prévision d'un débat sur ce sujet « dans les délais légaux ».

### Refolement et violence

Par ailleurs, les pressions exercées sur Saad Hariri pour qu'il renonce au tribunal international exacerbent les sentiments de sa communauté, de jour en jour un peu plus convaincue que le Hezbollah a, effectivement, quelque chose à se reprocher.

À Tripoli, ville sunnite par excellence, des calicots sont à nouveau tendus ou accrochés au long des rues, en appui au Premier ministre, ou encore au directeur général des FSI, le général Achraf Rifi, réclamé par la justice syrienne. En soirée, un incident entre Baal Mohsen (alaouite) et Bab el-Tebbané (sunnite) est venu confirmer les appréhensions nourries par certains.

« Ce que ne comprend pas le Hezbollah, explique le directeur d'une ONG qui a requis l'anonymat, c'est que chaque insulte, chaque menace alimente le cycle infernal de la violence. »

« Certes, au nom de la raison d'État invoquée par un Walid Joumblatt ou un Sleimane Frangié, la communauté sunnite pourrait finir par renoncer à la justice internationale, mais en fait, ce renoncement serait un refolement qui, tôt ou tard, resurgirait sous des formes malades, et notamment la haine sectaire et le terrorisme », estime cet expert, qui compare ce qui s'est passé avec Saad Hariri à un « Kerbala sunnite ».

« Le Hezbollah a trahi le geste de bonne volonté effectué par le Premier ministre, quand il a reconnu l'existence de faux témoins et admis avoir fait du tort aux relations du Liban avec la Syrie », ajoute-t-il.

Cette situation met le pays « devant une impasse », selon Paul Salem, directeur du centre Carnegie pour le Moyen-Orient. « Au Liban, on parvient généralement à des compromis. Le problème dans cette question est qu'il n'y a pas de compromis », ajoute M. Salem.

Le Hezbollah, en effet, continue de claironner sa confiance dans la victoire finale de son combat. C'est ainsi que le chef du conseil politique du Hezb, Ibrahim el-Sayyed, a annoncé hier s'attendre à des « développements inattendus » favorables à sa cause.

#### **Inquiétudes arabes et internationales**

Les divisions au Liban au sujet du TSL ont déteint sur les relations dans le monde arabe. C'est ainsi que l'on constate la résurgence d'un axe égypto-saoudien, face à la Syrie. En effet, l'Égypte et l'Arabie saoudite soutiennent le tribunal international et estiment que les tentatives visant à le déstabiliser échoueront. Ces assurances ont été répétées lundi par le porte-parole des Affaires étrangères égyptiennes Hossam Zaki, qui s'exprimait à son retour de Djeddah, où le ministre égyptien des Affaires étrangères Ahmad Aboul Gheit avait rencontré son homologue saoudien le prince Saoud el-Fayçal. « Les deux hommes ont parlé de plusieurs sujets, en tête desquels la situation au Liban », a indiqué M. Zaki.

Cette concordance de vues devrait se répercuter sur le Liban, estiment les observateurs, qui évoquent la création d'une « cellule de crise » diplomatique par l'ambassadeur saoudien, qui reste en contact avec le président Sleiman et MM. Nabih Berry et Walid Joumblatt.

L'ombrelle syro-saoudienne s'est-elle effondrée pour autant ? Il est trop tôt pour le dire, mais les mandats d'arrêt émis inconsidérément par la Syrie sont un coup sévère au parrainage syro-saoudien de la stabilité au Liban. Aux inquiétudes arabes s'ajoutent des inquiétudes internationales, notamment celles de la France, qui a renouvelé lundi l'expression de son attachement au TSL.

Toutefois, dans un souci de discrétion, les autorités françaises ont reporté sine die la reconstitution, grandeur nature, de l'attentat du Saint-Georges qui devait se produire les 5 et 6 octobre sur une base militaire près de Bordeaux, sous la supervision de l'ONU. Des programmes télévisés consacrés à cet événement ont également été annulés.

Signalons enfin que le quotidien koweïtien al-Raï a répercuté hier dans ses pages, sous la plume de son correspondant à Washington, des « craintes arabo-occidentales » d'une tentative d'assassinat de Saad Hariri, comme alternative à des troubles analogues à ceux de mai 2008, qui ne conduiraient pas très loin.

Toutes ces considérations influenceront sur le climat du Conseil des ministres qui se tient aujourd'hui, mais le président Sleiman et le chef du gouvernement Saad Hariri continuent à tenir les débats à l'écart des deux thèmes explosifs du moment : les faux témoins et le financement du TSL.

[http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/673901/L%27imbroglio\\_juridique\\_des\\_mandats\\_d%27arret\\_syriens\\_alimente\\_la\\_tension%2C\\_Sayyed\\_jette\\_de\\_l%27huile\\_sur\\_le\\_feu.html](http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/673901/L%27imbroglio_juridique_des_mandats_d%27arret_syriens_alimente_la_tension%2C_Sayyed_jette_de_l%27huile_sur_le_feu.html)

## 4 Les désaccords sur le TSL mettent en péril l'ombrelle syro-saoudienne.

### **Assassinat Hariri**

Les mandats d'arrêt syriens ont compliqué un peu plus la crise interne, en exacerbant le sentiment d'indignation de la communauté sunnite, encore que rien d'officiel ne soit encore parvenu aux autorités concernées. Il est clair que le TSL provoque une nouvelle polarisation arabe et internationale, au point qu'il met en péril l'ombrelle syro-saoudienne. On constate, en effet, dans le prolongement de la crise, l'amorce d'un nouvel axe saoudo-égyptien, conforté par une concordance de vues franco-américaine au sujet du tribunal.

L'imbroglio juridique des mandats d'arrêt syriens alimente la tension, Sayyed jette de l'huile sur le feu

### **Fady NOUN**

06 octobre 2010

[http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/673924/Les\\_desaccords\\_sur\\_le\\_TSL\\_mettent\\_en\\_peril\\_l%27ombrelle\\_syro-saoudienne.html](http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/673924/Les_desaccords_sur_le_TSL_mettent_en_peril_l%27ombrelle_syro-saoudienne.html)

## 5 Leila Mazboudi : Acte d'accusation TSL : nouvel ajournement, le chantage continue...

Un énième ajournement de l'acte d'accusation du Tribunal spécial est sur le point d'être décidé.

Selon le quotidien libanais AsSafir, le procureur général du Tribunal spécial pour le Liban Daniel Bellemare compte le reporter pour le premier trimestre de l'an prochain.

C'est le quatrième ajournement de l'acte, depuis le changement de cap opéré, après la libération des quatre hauts officiers libanais.

La première date de promulgation était fixée au mois de mai. Elle fut reporté au mois de septembre dernier, puis au mois de décembre prochain. Pourtant c'était le juge du Tribunal Antonio Cassese qui avait déclaré son annonce durant la saison de l'automne.

Et comme toujours, les responsables du TSL ne donnent aucune explication, laissant le champ libre aux analyses de presse. Sans jamais rien démentir, ni rien confirmer.

L'une d'entre elles fait allusion à une crainte des parties concernées au TSL d'une détérioration de la situation sécuritaire au Liban, au cas où des membres du Hezbollah sont accusés. Elle opère un lien avec le mouvement sans répit des délégations diplomatiques occidentales qui se sont alternés au chevet du Hezbollah : avec une seule question : s'enquérir de sa réaction s'il est accusé !!

Confirmant indirectement une thèse non officielle, véhiculée la première fois par l'allemand Deir Spiegel, relayé par un journal koweïtien s'entretenant avec le faux témoin le plus incroyable Mohammad Zouheir Siddiq, puis

reprise par le chef d'état major israélien en personne, Gabi Ashkénazi : celle de l'implication d'éléments du Hezbollah...

Sachant que le Liban a vécu un phénomène similaire de harcèlements médiatiques frénétiques lorsque la Syrie et les quatre hauts officiers sécuritaires libanais étaient sur le banc des accusés, au rythme de la publication des rapports de l'enquête sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri et de spéculations sur la date de l'acte d'accusation entre 2007 et 2009,

A titre d'exemple, en décembre 2008, un chroniqueur du quotidien libanais AnNahar, avait même évoqué l'éventualité de reporter sa parution pour après les élections législatives (tenues en juin 2009) par crainte « d'un séisme politique » en cas d'inculpation de candidats aux législatives !! (Etrangement, le même terme revient souvent ces derniers temps, amis sur le Hezbollah).

Or en mai de cette même année, la seule décision émise par le TSL fut celle de désinculper les quatre officiers libanais, (et la Syrie par extrapolation). Faute de preuves !!

Dès lors, vu les similitudes démontrées ci-dessus, il faut croire que le TSL n'a rien qui puisse accuser le Hezbollah.

Raison pour laquelle, à l'instar des rapports de l'enquête internationale, il s'agirait semble-t-il de la faire chanter, via la date l'acte d'accusation !!

Leila Mazboudi :

Al Manar

Mardi 19 octobre 2010

[http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Leila\\_Mazboudi.191010.htm](http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Leila_Mazboudi.191010.htm)

---

## 6 Reconstitution de l'assassinat de Rafic Hariri a eu lieu mardi en France.

Une reconstitution de l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, tué à Beyrouth en février 2005, a été organisée mardi au camp militaire de Captieux (sud-ouest de la France), a-t-on appris auprès du Tribunal spécial pour le Liban (TSL).

"Il a consisté à reproduire une explosion afin de procéder à des vérifications en matière de police technique et scientifique. Il ne s'apparente ni dans ses modalités ni dans son objet à une reconstitution de crime", a ajouté le TSL dans un communiqué depuis La Haye.

"Un collège international composé d'experts missionnés par le Bureau du Procureur était présent lors de l'essai et procèdera à l'analyse des résultats obtenus. Ces résultats font partie de l'enquête et, à ce titre, demeureront confidentiel", selon le TSL.

L'annonce de la reconstitution avait été faite peu auparavant par le maire de la commune de Captieux, près d'un camp militaire utilisé comme champ d'exercice de tir par l'armée française.

20/10/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=158757&language=fr>

---

## 7 Ibrahim al-Amin : Un tribunal pour la vérité ou une nouvelle mise sous mandat ?

Lorsque le premier ministre assassiné Rafiq Hariri gouvernait économiquement le Liban, avec la collaboration des princes de la guerre, de l'argent et des confessions, les autorités internationales exerçaient une tutelle particulière. Aucun ministère ou institution publique ou mixte entre secteur privé et secteur public n'a échappé au contrôle des caisses, des banques, des compagnies d'études et de conseil, internationales, dominées majoritairement par les Etats-Unis. Cela se passait sur la base que les Libanais n'étaient pas capables de gérer seuls les programmes de développement et de construction. A cette époque, Hariri et ses compagnons, les princes de l'argent, de la guerre et des confessions, ne pouvaient maîtriser la sécurité et les militaires. La Syrie fut donc la première responsable de ce dossier, mais les responsables dans l'Etat s'arrachaient des morceaux de tel ou tel appareil, en vue de s'assurer des services, directs ou pour leurs groupes. Quant au pouvoir judiciaire, il était partagé : ce qui avait un rapport aux dossiers économiques du gouvernement était laissé pour Hariri, ses collaborateurs ou associés, et ce qui avait un rapport avec les dossiers sécuritaires et politiques était laissé à la Syrie et ses collaborateurs. Jusqu'à ce que l'assassinat de Hariri ait lieu, permettant à ses héritiers personnels et politiques de s'emparer des pouvoirs politique, judiciaire et sécuritaire, sous l'égide non ambiguë des diverses instances internationales, sous la tutelle américaine qui se passe d'associé et de camouflage.

Ainsi fut commis le premier crime lorsque le gouvernement de Fouad Sanioura a approuvé le mécanisme de travail avec les commissions d'enquête internationale qui furent autorisées à s'emparer indiscutablement de tout ce qui se trouvait chez le pouvoir judiciaire libanais et chez les appareils sécuritaires libanais. C'est ce qui s'est passé jusqu'à l'instauration du tribunal international qui bénéficia de la collaboration du Liban, grâce à l'activité du même Sanioura, qui lui a permis de parvenir à ce qu'elle souhaite sur le plan des renseignements et des personnes. Ainsi, les documents publics, les juges d'instruction, les appareils sécuritaires, les institutions de recensements et plusieurs ministères furent mis au service du tribunal international et de l'équipe du procureur général.

La situation a évolué passant du niveau de la demande d'informations, de la commande d'enquêtes, l'exécution d'arrestations et de détention, la protection et le soutien à des personnes jugées menacées ou témoins, à celui de l'utilisation de plusieurs institutions de l'Etat pour « parvenir à la vérité ». Des préjudices ont eu lieu contre le

Liban et la Syrie, contre des citoyens et des responsables des deux pays à cause de cette tutelle. Des relations et des intérêts ont été annulés, des innocents ont été tués, la réputation d'autres a été souillée, toutes sortes de menaces ont été exercées contre ceux qui s'opposaient à l'activité des commissions internationales ou des parties libanaises, arabes et occidentales collaborant avec elles.

Plus tard, le tribunal international réclama des renseignements détaillés et complets sur toutes les communications téléphoniques, fixes ou cellulaires, dans tout le Liban, celles qui proviennent de l'extérieur ou en direction de l'extérieur, puis il demanda les listes des noms de tous les étudiants au Liban, les listes de tous ceux qui ont demandé à étudier dans les universités libanaises, leurs répartitions confessionnelles et religieuses, leurs localités d'habitation, leurs âges et les spécialisations. Puis le tribunal réclama les listes et les données complètes de l'identité de tous les Libanais, et tout ce qui a trait aux documents incluant des informations personnelles, des empreintes digitales et des photos de tous les citoyens libanais. Puis elle réclama les listes des noms de tous ceux qui arrivent au Liban ou ceux qui en partent, que ce soit par terre, par mer ou par air. Puis elle demanda des cartes concernant les malades hospitalisés au Liban, mais également des renseignements sur l'état financier et les comptes bancaires d'individus, de groupes ou d'institutions.

Tout ceci se déroule au moment où des parties sécuritaires et judiciaires libanaises agissent au service de ce groupe, au moment où des parties internationales prennent en charge le contrôle des frontières du Liban, ses côtes et ses voies maritimes, et essaient grâce à des moyens divers de parvenir à des renseignements détaillés sur la réalité géographique et démographique, des renseignements sur les disparus et l'ADN de personnes, ici et là.

Ces outils agissant sous la tutelle américaine ne se sont pas contentés d'agir en plein jour, et en cas de difficultés, des appareils sécuritaires arabes au service de cette tutelle leur ont prêté main forte, par le biais de programmes d'action spécifiques. L'ennemi israélien n'a pas cessé, pendant tout ce temps, d'agir dans les domaines des communications, de l'énergie et d'autres comme la prospection aérienne de tout bâtiment et toute route au Liban.

Au même moment, le pays s'ouvrait à des projets de développement et un soutien à des programmes menés par les Etats-Unis d'Amérique et l'Union européenne, au sein desquels travaillent tous les appareils de renseignements dans le monde. Est-ce que les Libanais savent au moins qu'une banque de données des émigrés, qui fut utilisée lors des élections législatives et rassemblée d'abord au Liban, et par le biais des ONG soutenues par les Etats-Unis et l'Union européenne, sous prétexte d'assurer une liaison entre eux et leurs familles et les inciter à participer à la construction de leur pays, que cette banque de donnée a été vérifiée en collaboration avec les ambassades du Liban dans quelques pays, grâce à des banques de données supplémentaires, qui se trouvaient par hasard au ministère libanais de l'intérieur ?

Est-ce qu'il est demandé à tout Libanais d'envoyer un télégramme à Daniel Bellmare, par l'intermédiaire de toute ambassade étrangère au Liban, relatif à sa dernière consultation médicale, ou un tableau faisant état de ses entrées et sorties de son domicile, ou ses factures d'électricité, de sa consommation d'essence, de ses médecins et écoles, et qu'il lui envoie un télégramme lui expliquant qu'il a commencé à acheter des couches pour son nouveau-né ?

Pour finir, ils vous parlent de liberté, de souveraineté et d'indépendance!

Source : [Fadwa Nassar](#)

Vendredi 1er octobre 2010

[Article publié sur Résistance islamique au Liban](#)

Partager

[Le sommaire de Fadwa Nassar](#)

[Le dossier Liban](#)

[Dernières mises à jour](#)

[http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Ibrahim\\_al-Amin.011010.htm](http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Ibrahim_al-Amin.011010.htm)

---

## 8-2 Gilles Munier : Liban, nid d'espions israéliens .

**L'infiltration de la société libanaise par le Mossad est aussi vieille que la création de l'Etat d'Israël. Mais, la volonté conjugée des FSI (*Forces de sécurité intérieure*), des Renseignements militaires libanais et du *Hezbollah*, est entrain de changer la donne.**

La réputation de Beyrouth d'être l'un des grands centres mondiaux de l'espionnage n'est pas usurpée. Depuis 2009, l'arrestation de près de 150 agents recrutés par les trois services secrets israéliens a pulvérisé tous les records. Et ce n'est pas fini, malgré les tentatives d'étouffement visant dernièrement la branche renseignements des Forces de sécurité libanaises (FSI) qui a démantelé plusieurs réseaux israéliens.

Lors de la création d'Israël et jusqu'à aujourd'hui dans les cercles sionistes extrémistes, il est toujours question d'un Israël du Nil à l'Euphrate. Mais, sait-on qu'au nord, l'Etat juif devrait comprendre le Liban et une partie de la Syrie jusqu'à Alep ? Pour David Ben Gourion, président-fondateur d'Israël, politicien pragmatique, une des priorités était de semer la discorde dans les pays arabes en excitant leurs minorités religieuses et ethniques et, au Liban, de s'emparer des sources du fleuve Litani. Son ami Reuven « *Shiloah* » Zoslanski, premier directeur du Mossad, avec qui il avait conçu le concept d'« *alliés périphériques* », devait infiltrer les communautés maronite et druze et leur faire miroiter la constitution d'un Etat indépendant. Pendant quatorze ans, une espionne nommée Shulamit Cohen-Kishik, parvint, grâce à ses talents de péripatéticienne, à gangrener une partie de l'intelligentsia libanaise.

## Le Mossad n'est pas invulnérable

Dans les années 70, le maître espion David Kimche fut l'artisan de l'alliance israélienne avec des clans maronites qui facilita l'invasion du Liban en 1982. Eliezer Tsafir, chef de station du Mossad à Beyrouth en 1983, après avoir sévi au Kurdistan irakien lors de la présidence des frères Aref, sait ce qu'infiltrer veut dire. Aujourd'hui en retraite, il estime qu'une opération comme l'assassinat à Damas, le 12 février 2008, de Imad Mughniyeh, chef de la sécurité du Hezbollah, a demandé des années de travail minutieux impliquant des dizaines de personnes ayant chacune un rôle précis et ignorant tout des autres intervenants. On peut en dire autant de l'assassinat du Premier ministre Rafic Hariri.

On s'interroge encore pour savoir qui a livré les matériels d'écoute sophistiqués permettant aux FSI de traquer les réseaux israéliens. Selon Georges Malbrunot, du *Figaro*, leurs succès seraient dus aux systèmes d'interception et de localisation français et aux logiciels américains d'exploitation de données, fournis au général Ashraf Rifi, patron des FSI, pour démasquer les assassins de Hariri ! Pour Israël, tout le mal viendrait du FSB russe – *ex-KGB* - qui aurait mis à la disposition du Hezbollah des experts en télécommunication et le matériel sensible allant avec. Le sentiment d'invulnérabilité et la gloriole du Mossad ont fait le reste : après l'arrestation, en avril 2009, du général retraité Adib al-Alam, recruté en 1974, il suffisait aux FSI d'attendre que les Israéliens, un temps silencieux, reprennent contact avec leurs agents pour que des nids d'espions tombent un à un.

## La gangrène

Parmi les agents arrêtés, Adib al-Alam avait créé une agence fournissant des domestiques asiatiques qu'il débriefait après chaque intervention ; le colonel Shahid Toumiyeh livrait des documents militaires « *top secret* » ; le colonel Mansour Diab, directeur de l'Ecole des commandos de marine, exfiltrait les agents et réceptionnait les matériels envoyés par Israël ; Philopos Hanna Sader surveillait la maison du Président Michel Sleiman; enfin, le général Fayez Karam, ancien responsable de la lutte anti-terroriste et du contre-espionnage, se servait du général Michel Aoun pour approcher la direction du Hezbollah... Leurs interrogatoires donnent une idée des objectifs visés par Israël : les lieux de résidence des personnalités politiques libanaises, en particulier celui de Hassan Nasrallah, chef du Hezbollah, dans la clandestinité depuis la guerre de 2006 ; le repérage des sites de lancement de missiles ; les caches d'armes de la résistance ; l'aéroport de Beyrouth ; les services des passeports, des douanes ; les sociétés de télécommunication Alpha et Ogero ; et, bien sûr, les camps et les bureaux palestiniens ... etc... Lors de sa vidéo-conférence du 9 août 2010, Hassan Nasrallah a désigné un certain Ghassan al-Jid, recruté par le Mossad en 1990, comme un des protagonistes de l'assassinat de Rafic Hariri. L'agent israélien serait réfugié en France où on s'interroge sur le jeu de Nicolas Sarkozy, dont les services, quand il était ministre de l'Intérieur, ont aidé Zouheir Siddiq, faux témoin accusant le Président Bachar al-Assad d'avoir ordonné le meurtre de Rafic Hariri, à s'enfuir en lui remettant un faux passeport tchèque, alors que le Liban réclamait son extradition.

Gilles Munier (*Afrique Asie – octobre 2010*)

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19